

Le Numéro 18 CENTIMES  
BUREAUX ET REDACTION :  
Rue de Valenciennes, 11  
Tourelles, rue Carnot, 23  
Abonnements : 3 fr. par an  
N° 18 - 12.00 13.00 14.00 15.00  
Paris, le 13 Janvier 1923  
Valeur post. 12.00 13.00 14.00 15.00

67<sup>e</sup> Année. — N° 14  
SAMEDI  
14  
JANVIER 1923  
Les ANNONCES  
et les ABONNEMENTS  
sont reçus  
71, Grande-Rue, à  
Tourelles, rue Carnot, 23.

## L'aide de la Hollande aux Régions dévastées

L'œuvre de solidarité internationale à laquelle s'est attachée la Hollande, depuis l'armistice, en faveur de nos infortunées provinces du Nord dévastées par la guerre, fait le plus grand honneur à ce pays épris de justice et d'humanité. La neutralité politique n'est plus qu'un vain mot devant les ruines et devant la misère des hommes. Nos amis néerlandais nous ont donné de nombreux témoignages de leur active sympathie : voici les derniers.

Par une loi promulguée à la date du 4 novembre 1919, le Gouvernement des Pays-Bas a accordé à la France, au taux de 60 %, un prêt de 25 millions de florins. Les remboursements devaient commencer au début de 1922 : la seconde Chambre, presque à l'unanimité, a prolongé de cinq années la première échéance.

Aux frais de l'Etat néerlandais, deux ingénieurs hydrauliciens, appartenant au Rijkswaterstaat (département des Eaux), MM. van Heerdt et Schouteden ont été mis à la disposition du Ministère des Régions libérées, pour les travaux spéciaux commencés dans le Nord.

A Lens et à Liévin, sous l'habile direction de l'ingénieur en chef hollandais, M. Sangster, 500 maisons, en bois et maçonnerie, ont été construites de mars 1920 à juin 1921. Cette « cité hollandaise », qui est aussi une vraie cité-jardin — celle de Lens — comprend trois écoles, un hôtel pour 200 ouvriers et un établissement de bains. Ces 500 maisons représentent, dans leur ensemble, un joli cadeau de 900.000 florins soit un coût de 3.600.000 francs, près de cinq millions de francs.

Le même M. Sangster préside en ce moment à la reconstruction du village des Eparges, grâce à la générosité d'un Hollandais habitant l'Amérique, M. van Wegel, dont le fils, soldat français, mourut en cet endroit, et qui a offert à la France dévastée une somme de 300.000 francs.

L'Exposition Hollandaise des Tuileries, que nous devons à l'initiative de M. Louzon, ministre des Pays-Bas à Paris, et qui remporta un succès si brillant, fut une requête magnifique de 400.000 francs. Cette somme fut versée intégralement au Ministère des Régions libérées.

A Amsterdam, sous la direction de M. Joost van Vollenhoven, a été constituée une section hollandaise du « Retour au Foyer ». Ce Comité a réuni et envoyé dans le Nord de la France, jusqu'ici, pour 100.000 florins de dons divers, et le sous-comité de Paris, de son côté, a fait don de 120.000 francs.

Enfin, on n'a pas oublié la récente visite que fit à Paris le Prince consort des Pays-Bas, le Prince royal, à nous en qualité de Président de la Croix-Rouge néerlandaise; il était chargé de nous apporter, pour nos provinces meurtries, l'offre de cette association, c'est-à-dire plus de 200.000 fr., qui vont utilement contribuer à adoucir le sort des innocentes victimes de la grande guerre.

H. A.

## LE BUDGET DE LA MARINE

Une réunion de la Commission sénatoriale des finances

Paris, 13 janvier. — La Commission sénatoriale des finances s'est réunie aujourd'hui, sous la présidence de M. Millier-Lacroix.

Elle a entendu les rapports de M. Henry Berenger, un budget de la marine : 1° sur le projet de loi portant fixation des annuités à inscrire aux budgets de 1922 à 1925 pour l'exécution des constructions neuves au programme naval; 2° comportant un avis supplémentaire, sur le projet portant abandon de la construction des cuirassés type « Normandie », transformation du cuirassé « Béarn », et mise en chantier d'unités légères.

Les deux rapports ont été adoptés et M. Henry Berenger a été autorisé à les déposer sur le bureau du Sénat.

## UN VOYAGE EN ALLEMAGNE ET EN POLOGNE

Conférence de M. Jean Finot au Groupe sénatorial d'études diplomatiques et financières.

Paris, 13 janvier. — Le groupe sénatorial d'études diplomatiques et financières réuni sous la présidence de M. Louis Marin, a entendu une conférence de M. Jean Finot, directeur de la « Revue mondiale », sur son voyage en Allemagne et en Pologne.

M. Finot a fait connaître que le bolchevisme qui est l'allié secret, d'après lui, du militarisme allemand est aux abois, ajoutant qu'il serait dangereux de lui fournir des occasions de faire illusion aux masses en Allemagne.

Le parti démocratique est sincère dans son désir de paix et de rapprochement, car tout ce qui contrarie ce désir est favorable aux éléments militaristes et réactionnaires ennemis de la France et de la paix.

En Pologne, si l'amour de la France est conservé, la situation se rétablit et ne cesse de s'améliorer.

## LA CRISE MINISTÉRIELLE ESPAGNOLE

Manifestations contre les Juntas, à Madrid

Madrid, 13 janvier. — Des incidents se sont produits jeudi soir, à Madrid, à six heures, sur la Granvia, en face du casino militaire.

Un groupe d'environ trois mille personnes a violemment manifesté contre l'armée, criant : « A bas les Juntas ! Vive le pouvoir civil ! » L'attitude des manifestants devenant agressive, un escadron de la garde civile, sous les ordres d'un lieutenant-colonel, accourut pour les disperser. En même temps, la plupart des officiers qui étaient réunis au casino militaire se joignirent aux gardes et sabrèrent les manifestants, dont plusieurs furent blessés. Les groupes se dispersèrent pour se former plus nombreux à la Puerta del Sol, où la force publique chargea la foule.

Les déclarations ont été provoquées par des groupes mauristes et n'ont pas eu le caractère populaire qu'on leur avait tout d'abord attribué.

Voir, page 2, nos DÉPÊCHES de la DERNIÈRE HEURE.

## LA CRISE MINISTÉRIELLE

# M. POINCARÉ ACCEPTE DE FORMER LE CABINET

## Ses démarches au cours de la journée de vendredi

### AUTOUR DE LA DÉMISSION DE M. BRIAND

#### Des visites à des amis politiques ont occupé la matinée de M. Poincaré

Paris, 13 janvier. — M. Raymond Poincaré a quitté en automobile son domicile, rue Marbeau, vendredi matin, à 8 h. 45, pour se rendre chez quelques-uns de ses amis politiques qu'il désire consulter avant d'apporter sa réponse au président de la République.

A onze heures du matin, M. Raymond

#### Une démarche de l'Intergroupe républicain

Paris, 13 janvier. — Une délégation de l'Intergroupe républicain, composée de MM. Georges Bureau, Gaston Deschamps, Paul Rignon, Maillet, de Tinguy du Pouet, J. Patureau-Mirand, Soulier, Liouville, Paul Ehrlich et Morel, a été reçue, ce soir, à six heures, par M. Poincaré.

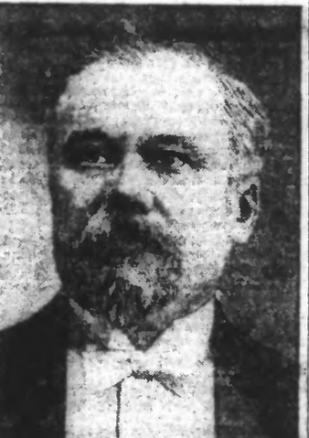
M. Georges Bureau, secrétaire général, a exposé le programme de l'Intergroupe, qui comprend 240 députés, et qui peut se résumer comme suit : Politique extérieure basée sur le respect des traités dictés par la victoire; politique intérieure d'union nationale; à l'exclusion des partis extrémistes; politique financière saine et stable, mettant fin à l'incertitude et au découragement des classes productrices.

M. Poincaré a fait le meilleur accueil à la délégation et lui a annoncé qu'il venait d'accepter définitivement la mission qui lui avait été confiée par le Président de la République.

#### Les radicaux-socialistes se tiennent sur la réserve

Paris, 13 janvier. — Le groupe radical et radical-socialiste sénateurs et députés réunis, à la suite de la participation des membres du groupe au futur Cabinet.

M. Archimbaud a déclaré, à l'issue de cette réunion, que cette résolution tend simplement à inviter les membres du parti à n'accepter aucun portefeuille avant d'en avoir référé au groupe. Plusieurs députés ont fait observer que cette motion était prématurée, puisque jusqu'ici rien ne leur avait été offert.



M. RAYMOND POINCARÉ

#### Le retour à Paris de M. Loucheur venant de Cannes

Paris, 13 janvier. — M. Loucheur, ancien ministre des Régions Libérées, qui avait pris la direction de la délégation française, à Cannes, est arrivé cet après-midi, à 15 heures.

Il a été salué, au son arrivé, par les membres de son Cabinet et par M. Noblemaire.

#### Les commentaires à l'étranger sur la démission de M. Briand

LES MILIEUX POLITIQUES ANGLAIS SONT ABASOURDIS PAR CET ÉVÉNEMENT AUSSI SOUDAIN

Londres, 13 janvier. — La nouvelle de la démission de M. Briand, qui est arrivée à Londres dans la soirée de jeudi, a produit, dans les milieux politiques, un sentiment de véritable stupéfaction. Personne n'était préparé à un pareil événement.

Les milieux politiques sont complètement abasourdis par un événement aussi soudain. Bien que l'on soit accoutumé à l'instabilité caractéristique de la vie politique française, on cherche, sans pouvoir les trouver, les raisons de ce départ qui aura entraîné une grande partie des chefs de la situation créée par la démission de M. Briand.

Les échanges de vues qui s'y sont produits, ont fait apparaître que tous les partis sont d'accord pour reconnaître les difficultés de l'heure présente et pour souhaiter que la crise ministérielle soit rapidement dénouée. Ainsi, est-ce avec une vive satisfaction qu'on a approuvé l'acceptation par M. Poincaré de l'offre que lui avait faite le chef de l'Etat de constituer le nouveau Cabinet.

A part les socialistes et quelques radicaux-socialistes, les députés expriment la volonté de seconder la tâche que le sénateur de la Meuse va entreprendre.

Les préoccupations purement politiques paraissent s'évanouir et même chez les radicaux-socialistes on est loin d'être unanime à refuser de participer à un concours éventuel à l'honneur de la République.

On a précédé que celui-ci songerait à faire appel à MM. Gaston Doumergue et Herriot qui, comme on le sait, sont deux des personnalités les plus marquantes du parti radical-socialiste.

#### Une conversation avec une délégation des républicains de gauche

Paris, 13 janvier. — De 18 h. 30 à 18 h. 50, M. Raymond Poincaré a reçu MM. Darlac, Géo Gérard, Eymond et Thioumyre, venus au nom du groupe républicain de gauche pour lui exposer la situation politique.

Les délégués ont assuré le chef du gouvernement du concours du groupe qu'ils représentent.

#### L'offre à M. Poincaré de constituer le Cabinet est bien accueillie au Parlement

Paris, 13 janvier. — Jusqu'à la fin de l'après-midi, les couloirs de la Chambre n'ont cessé d'être très animés. Les députés ont discuté de la situation créée par la démission de M. Briand.

Les échanges de vues qui s'y sont produits, ont fait apparaître que tous les partis sont d'accord pour reconnaître les difficultés de l'heure présente et pour souhaiter que la crise ministérielle soit rapidement dénouée. Ainsi, est-ce avec une vive satisfaction qu'on a approuvé l'acceptation par M. Poincaré de l'offre que lui avait faite le chef de l'Etat de constituer le nouveau Cabinet.

A part les socialistes et quelques radicaux-socialistes, les députés expriment la volonté de seconder la tâche que le sénateur de la Meuse va entreprendre.

Les préoccupations purement politiques paraissent s'évanouir et même chez les radicaux-socialistes on est loin d'être unanime à refuser de participer à un concours éventuel à l'honneur de la République.

On a précédé que celui-ci songerait à faire appel à MM. Gaston Doumergue et Herriot qui, comme on le sait, sont deux des personnalités les plus marquantes du parti radical-socialiste.

#### Le retour à Paris de M. Loucheur venant de Cannes

Paris, 13 janvier. — M. Loucheur, ancien ministre des Régions Libérées, qui avait pris la direction de la délégation française, à Cannes, est arrivé cet après-midi, à 15 heures.

Il a été salué, au son arrivé, par les membres de son Cabinet et par M. Noblemaire.

#### Les commentaires à l'étranger sur la démission de M. Briand

LES MILIEUX POLITIQUES ANGLAIS SONT ABASOURDIS PAR CET ÉVÉNEMENT AUSSI SOUDAIN

Londres, 13 janvier. — La nouvelle de la démission de M. Briand, qui est arrivée à Londres dans la soirée de jeudi, a produit, dans les milieux politiques, un sentiment de véritable stupéfaction. Personne n'était préparé à un pareil événement.

Les milieux politiques sont complètement abasourdis par un événement aussi soudain. Bien que l'on soit accoutumé à l'instabilité caractéristique de la vie politique française, on cherche, sans pouvoir les trouver, les raisons de ce départ qui aura entraîné une grande partie des chefs de la situation créée par la démission de M. Briand.

Les échanges de vues qui s'y sont produits, ont fait apparaître que tous les partis sont d'accord pour reconnaître les difficultés de l'heure présente et pour souhaiter que la crise ministérielle soit rapidement dénouée. Ainsi, est-ce avec une vive satisfaction qu'on a approuvé l'acceptation par M. Poincaré de l'offre que lui avait faite le chef de l'Etat de constituer le nouveau Cabinet.

A part les socialistes et quelques radicaux-socialistes, les députés expriment la volonté de seconder la tâche que le sénateur de la Meuse va entreprendre.

Les préoccupations purement politiques paraissent s'évanouir et même chez les radicaux-socialistes on est loin d'être unanime à refuser de participer à un concours éventuel à l'honneur de la République.

On a précédé que celui-ci songerait à faire appel à MM. Gaston Doumergue et Herriot qui, comme on le sait, sont deux des personnalités les plus marquantes du parti radical-socialiste.

#### Le retour à Paris de M. Loucheur venant de Cannes

Paris, 13 janvier. — M. Loucheur, ancien ministre des Régions Libérées, qui avait pris la direction de la délégation française, à Cannes, est arrivé cet après-midi, à 15 heures.

Il a été salué, au son arrivé, par les membres de son Cabinet et par M. Noblemaire.

#### Les commentaires à l'étranger sur la démission de M. Briand

LES MILIEUX POLITIQUES ANGLAIS SONT ABASOURDIS PAR CET ÉVÉNEMENT AUSSI SOUDAIN

Londres, 13 janvier. — La nouvelle de la démission de M. Briand, qui est arrivée à Londres dans la soirée de jeudi, a produit, dans les milieux politiques, un sentiment de véritable stupéfaction. Personne n'était préparé à un pareil événement.

Les milieux politiques sont complètement abasourdis par un événement aussi soudain. Bien que l'on soit accoutumé à l'instabilité caractéristique de la vie politique française, on cherche, sans pouvoir les trouver, les raisons de ce départ qui aura entraîné une grande partie des chefs de la situation créée par la démission de M. Briand.

Les échanges de vues qui s'y sont produits, ont fait apparaître que tous les partis sont d'accord pour reconnaître les difficultés de l'heure présente et pour souhaiter que la crise ministérielle soit rapidement dénouée. Ainsi, est-ce avec une vive satisfaction qu'on a approuvé l'acceptation par M. Poincaré de l'offre que lui avait faite le chef de l'Etat de constituer le nouveau Cabinet.

A part les socialistes et quelques radicaux-socialistes, les députés expriment la volonté de seconder la tâche que le sénateur de la Meuse va entreprendre.

Les préoccupations purement politiques paraissent s'évanouir et même chez les radicaux-socialistes on est loin d'être unanime à refuser de participer à un concours éventuel à l'honneur de la République.

On a précédé que celui-ci songerait à faire appel à MM. Gaston Doumergue et Herriot qui, comme on le sait, sont deux des personnalités les plus marquantes du parti radical-socialiste.

#### Les commentaires à l'étranger sur la démission de M. Briand

LES MILIEUX POLITIQUES ANGLAIS SONT ABASOURDIS PAR CET ÉVÉNEMENT AUSSI SOUDAIN

Londres, 13 janvier. — La nouvelle de la démission de M. Briand, qui est arrivée à Londres dans la soirée de jeudi, a produit, dans les milieux politiques, un sentiment de véritable stupéfaction. Personne n'était préparé à un pareil événement.

Les milieux politiques sont complètement abasourdis par un événement aussi soudain. Bien que l'on soit accoutumé à l'instabilité caractéristique de la vie politique française, on cherche, sans pouvoir les trouver, les raisons de ce départ qui aura entraîné une grande partie des chefs de la situation créée par la démission de M. Briand.

Les échanges de vues qui s'y sont produits, ont fait apparaître que tous les partis sont d'accord pour reconnaître les difficultés de l'heure présente et pour souhaiter que la crise ministérielle soit rapidement dénouée. Ainsi, est-ce avec une vive satisfaction qu'on a approuvé l'acceptation par M. Poincaré de l'offre que lui avait faite le chef de l'Etat de constituer le nouveau Cabinet.

A part les socialistes et quelques radicaux-socialistes, les députés expriment la volonté de seconder la tâche que le sénateur de la Meuse va entreprendre.

Les préoccupations purement politiques paraissent s'évanouir et même chez les radicaux-socialistes on est loin d'être unanime à refuser de participer à un concours éventuel à l'honneur de la République.

On a précédé que celui-ci songerait à faire appel à MM. Gaston Doumergue et Herriot qui, comme on le sait, sont deux des personnalités les plus marquantes du parti radical-socialiste.

#### Les commentaires à l'étranger sur la démission de M. Briand

LES MILIEUX POLITIQUES ANGLAIS SONT ABASOURDIS PAR CET ÉVÉNEMENT AUSSI SOUDAIN

Londres, 13 janvier. — La nouvelle de la démission de M. Briand, qui est arrivée à Londres dans la soirée de jeudi, a produit, dans les milieux politiques, un sentiment de véritable stupéfaction. Personne n'était préparé à un pareil événement.

Les milieux politiques sont complètement abasourdis par un événement aussi soudain. Bien que l'on soit accoutumé à l'instabilité caractéristique de la vie politique française, on cherche, sans pouvoir les trouver, les raisons de ce départ qui aura entraîné une grande partie des chefs de la situation créée par la démission de M. Briand.

Les échanges de vues qui s'y sont produits, ont fait apparaître que tous les partis sont d'accord pour reconnaître les difficultés de l'heure présente et pour souhaiter que la crise ministérielle soit rapidement dénouée. Ainsi, est-ce avec une vive satisfaction qu'on a approuvé l'acceptation par M. Poincaré de l'offre que lui avait faite le chef de l'Etat de constituer le nouveau Cabinet.

A part les socialistes et quelques radicaux-socialistes, les députés expriment la volonté de seconder la tâche que le sénateur de la Meuse va entreprendre.

Les préoccupations purement politiques paraissent s'évanouir et même chez les radicaux-socialistes on est loin d'être unanime à refuser de participer à un concours éventuel à l'honneur de la République.

On a précédé que celui-ci songerait à faire appel à MM. Gaston Doumergue et Herriot qui, comme on le sait, sont deux des personnalités les plus marquantes du parti radical-socialiste.

#### Les commentaires à l'étranger sur la démission de M. Briand

LES MILIEUX POLITIQUES ANGLAIS SONT ABASOURDIS PAR CET ÉVÉNEMENT AUSSI SOUDAIN

Londres, 13 janvier. — La nouvelle de la démission de M. Briand, qui est arrivée à Londres dans la soirée de jeudi, a produit, dans les milieux politiques, un sentiment de véritable stupéfaction. Personne n'était préparé à un pareil événement.

Les milieux politiques sont complètement abasourdis par un événement aussi soudain. Bien que l'on soit accoutumé à l'instabilité caractéristique de la vie politique française, on cherche, sans pouvoir les trouver, les raisons de ce départ qui aura entraîné une grande partie des chefs de la situation créée par la démission de M. Briand.

Les échanges de vues qui s'y sont produits, ont fait apparaître que tous les partis sont d'accord pour reconnaître les difficultés de l'heure présente et pour souhaiter que la crise ministérielle soit rapidement dénouée. Ainsi, est-ce avec une vive satisfaction qu'on a approuvé l'acceptation par M. Poincaré de l'offre que lui avait faite le chef de l'Etat de constituer le nouveau Cabinet.

A part les socialistes et quelques radicaux-socialistes, les députés expriment la volonté de seconder la tâche que le sénateur de la Meuse va entreprendre.

Les préoccupations purement politiques paraissent s'évanouir et même chez les radicaux-socialistes on est loin d'être unanime à refuser de participer à un concours éventuel à l'honneur de la République.

On a précédé que celui-ci songerait à faire appel à MM. Gaston Doumergue et Herriot qui, comme on le sait, sont deux des personnalités les plus marquantes du parti radical-socialiste.

#### Les commentaires à l'étranger sur la démission de M. Briand

LES MILIEUX POLITIQUES ANGLAIS SONT ABASOURDIS PAR CET ÉVÉNEMENT AUSSI SOUDAIN

Londres, 13 janvier. — La nouvelle de la démission de M. Briand, qui est arrivée à Londres dans la soirée de jeudi, a produit, dans les milieux politiques, un sentiment de véritable stupéfaction. Personne n'était préparé à un pareil événement.

Les milieux politiques sont complètement abasourdis par un événement aussi soudain. Bien que l'on soit accoutumé à l'instabilité caractéristique de la vie politique française, on cherche, sans pouvoir les trouver, les raisons de ce départ qui aura entraîné une grande partie des chefs de la situation créée par la démission de M. Briand.

Les échanges de vues qui s'y sont produits, ont fait apparaître que tous les partis sont d'accord pour reconnaître les difficultés de l'heure présente et pour souhaiter que la crise ministérielle soit rapidement dénouée. Ainsi, est-ce avec une vive satisfaction qu'on a approuvé l'acceptation par M. Poincaré de l'offre que lui avait faite le chef de l'Etat de constituer le nouveau Cabinet.

A part les socialistes et quelques radicaux-socialistes, les députés expriment la volonté de seconder la tâche que le sénateur de la Meuse va entreprendre.

Les préoccupations purement politiques paraissent s'évanouir et même chez les radicaux-socialistes on est loin d'être unanime à refuser de participer à un concours éventuel à l'honneur de la République.

On a précédé que celui-ci songerait à faire appel à MM. Gaston Doumergue et Herriot qui, comme on le sait, sont deux des personnalités les plus marquantes du parti radical-socialiste.

#### Les commentaires à l'étranger sur la démission de M. Briand

LES MILIEUX POLITIQUES ANGLAIS SONT ABASOURDIS PAR CET ÉVÉNEMENT AUSSI SOUDAIN

Londres, 13 janvier. — La nouvelle de la démission de M. Briand, qui est arrivée à Londres dans la soirée de jeudi, a produit, dans les milieux politiques, un sentiment de véritable stupéfaction. Personne n'était préparé à un pareil événement.

Les milieux politiques sont complètement abasourdis par un événement aussi soudain. Bien que l'on soit accoutumé à l'instabilité caractéristique de la vie politique française, on cherche, sans pouvoir les trouver, les raisons de ce départ qui aura entraîné une grande partie des chefs de la situation créée par la démission de M. Briand.

Les échanges de vues qui s'y sont produits, ont fait apparaître que tous les partis sont d'accord pour reconnaître les difficultés de l'heure présente et pour souhaiter que la crise ministérielle soit rapidement dénouée. Ainsi, est-ce avec une vive satisfaction qu'on a approuvé l'acceptation par M. Poincaré de l'offre que lui avait faite le chef de l'Etat de constituer le nouveau Cabinet.

A part les socialistes et quelques radicaux-socialistes, les députés expriment la volonté de seconder la tâche que le sénateur de la Meuse va entreprendre.

Les préoccupations purement politiques paraissent s'évanouir et même chez les radicaux-socialistes on est loin d'être unanime à refuser de participer à un concours éventuel à l'honneur de la République.

On a précédé que celui-ci songerait à faire appel à MM. Gaston Doumergue et Herriot qui, comme on le sait, sont deux des personnalités les plus marquantes du parti radical-socialiste.

#### Les commentaires à l'étranger sur la démission de M. Briand

LES MILIEUX POLITIQUES ANGLAIS SONT ABASOURDIS PAR CET ÉVÉNEMENT AUSSI SOUDAIN

Londres, 13 janvier. — La nouvelle de la démission de M. Briand, qui est arrivée à Londres dans la soirée de jeudi, a produit, dans les milieux politiques, un sentiment de véritable stupéfaction. Personne n'était préparé à un pareil événement.

Les milieux politiques sont complètement abasourdis par un événement aussi soudain. Bien que l'on soit accoutumé à l'instabilité caractéristique de la vie politique française, on cherche, sans pouvoir les trouver, les raisons de ce départ qui aura entraîné une grande partie des chefs de la situation créée par la démission de M. Briand.

Les échanges de vues qui s'y sont produits, ont fait apparaître que tous les partis sont d'accord pour reconnaître les difficultés de l'heure présente et pour souhaiter que la crise ministérielle soit rapidement dénouée. Ainsi, est-ce avec une vive satisfaction qu'on a approuvé l'acceptation par M. Poincaré de l'offre que lui avait faite le chef de l'Etat de constituer le nouveau Cabinet.

A part les socialistes et quelques radicaux-socialistes, les députés expriment la volonté de seconder la tâche que le sénateur de la Meuse va entreprendre.

Les préoccupations purement politiques paraissent s'évanouir et même chez les radicaux-socialistes on est loin d'être unanime à refuser de participer à un concours éventuel à l'honneur de la République.

On a précédé que celui-ci songerait à faire appel à MM. Gaston Doumergue et Herriot qui, comme on le sait, sont deux des personnalités les plus marquantes du parti radical-socialiste.

#### Les commentaires à l'étranger sur la démission de M. Briand

LES MILIEUX POLITIQUES ANGLAIS SONT ABASOURDIS PAR CET ÉVÉNEMENT AUSSI SOUDAIN

Londres, 13 janvier. — La nouvelle de la démission de M. Briand, qui est arrivée à Londres dans la soirée de jeudi, a produit, dans les milieux politiques, un sentiment de véritable stupéfaction. Personne n'était préparé à un pareil événement.

Les milieux politiques sont complètement abasourdis par un événement aussi soudain. Bien que l'on soit accoutumé à l'instabilité caractéristique de la vie politique française, on cherche, sans pouvoir les trouver, les raisons de ce départ qui aura entraîné une grande partie des chefs de la situation créée par la démission de M. Briand.

Les échanges de vues qui s'y sont produits, ont fait apparaître que tous les partis sont d'accord pour reconnaître les difficultés de l'heure présente et pour souhaiter que la crise ministérielle soit rapidement dénouée. Ainsi, est-ce avec une vive satisfaction qu'on a approuvé l'acceptation par M. Poincaré de l'offre que lui avait faite le chef de l'Etat de constituer le nouveau Cabinet.

A part les socialistes et quelques radicaux-socialistes, les députés expriment la volonté de seconder la tâche que le sénateur de la Meuse va entreprendre.

Les préoccupations purement politiques paraissent s'évanouir et même chez les radicaux-socialistes on est loin d'être unanime à refuser de participer à un concours éventuel à l'honneur de la République.

On a précédé que celui-ci songerait à faire appel à MM. Gaston Doumergue et Herriot qui, comme on le sait, sont deux des personnalités les plus marquantes du parti radical-socialiste.

## La dernière journée de la Conférence de Cannes

### Ses travaux, qui ont amené la démission de M. Briand, restent suspendus

Cannes, 13 janvier. — Le Conseil suprême a chargé M. Lloyd George de répondre au télégramme de M. Briand et de lui exprimer les regrets du Conseil, puis il a décidé de considérer opérantes les décisions sur lesquelles l'accord complet a été réalisé. M. Briand, en conséquence, a été chargé de lancer les invitations pour la Conférence de Cannes. La Commission des réparations, en la personne de M. Louis Dubois, a donné lecture de sa décision prise ce matin et dont la délégation allemande a reçu lecture.

Toutes les délégations quittent Cannes aujourd'hui. M. Lloyd George, qui quitte Cannes à 17 h., s'arrêtera à Paris pour s'entretenir avec le nouveau Président du Conseil.

#### M. Lloyd George demande un entretien en M. Millerand

Cannes, 13 janvier. — M. Lloyd George a télégraphié à M. Millerand pour lui demander un entretien samedi, aussitôt après celui qu'il doit avoir avec le nouveau Président du Conseil.

#### M. Poincaré verra aujourd'hui M. Lloyd George à l'ambassade d'Angleterre

Paris, 13 janvier. — M. Lloyd George ayant manifesté, avant de quitter Cannes, l'espérance de pouvoir avoir samedi une conversation à Paris avec le Président du Conseil français, s'il y en avait un, M. Raymond Poincaré, président du Conseil désigné, informé de ce désir, a fait savoir à Lord Harcourt qu'il n'était point installé au quai d'Orsay, et qu'il n'avait point rencontré l'ambassadeur d'Angleterre pour y rencontrer M. Lloyd George à son passage à Paris.

#### La réponse de M. Lloyd George au télégramme de M. Briand lui annonçant sa démission

Paris, 13 janvier. — M. Lloyd George vient de répondre, par le télégramme suivant, à la communication que M. Briand lui avait adressée jeudi, pour lui faire part de la démission de M. Briand et de lui exprimer ses regrets de ne pouvoir continuer à participer aux travaux du Conseil suprême.

Suivant le désir qui m'en est exprimé, je vous adresse la réponse suivante, adoptée ce jour, par les représentants des puissances alliées et associées.

Les représentants des puissances alliées et associées, réunis à Cannes, ont, après avoir grand regret que M. Briand a donné sa démission de président du Conseil, décidé de remercier M. Briand pour son message courtois, et lui exprimer combien ils appréciaient, avec le respect, avec lequel ils ont suivi ses délibérations, ainsi que leurs sincères regrets qu'il n'ait pas été en mesure d'achever le précieux travail qui a déjà été accompli au cours de leurs délibérations.

L'absence de tout représentant de la France les a mis dans l'obligation de terminer la présente conférence, mais ils ont conscience que les résolutions adoptées par eux, sous le haut patronage des gouvernements français, porteront leurs bons fruits en rapprochant les vues des autres nations européennes, en les unissant par un pacte de paix et en assurant leur coopération en vue de la restauration de la prospérité de leurs populations.

(Signé) : Lloyd George.

#### Un conflit allait éclater entre la Commission des Réparations et le Conseil Suprême

Paris, 13 janvier. — Un conflit était à la veille d'éclater entre la Commission des réparations et le Conseil suprême. Les décisions de la Commission, qui tendaient à limiter le montant des réparations, ont été jugées par le Conseil suprême comme étant en contradiction avec les bases de la conférence de Cannes.

#### Un accord anglo-belge serait en voie de se faire

Bruxelles, 13 janvier. — Selon le correspondant d'un journal bruxellois à Cannes, le ministre des Affaires étrangères belge et Lord Curzon ont arrêté dans la matinée les bases d'un accord anglo-belge.

#### Un accord anglo-belge serait en voie de se faire

Bruxelles, 13 janvier. — Selon le correspondant d'un journal bruxellois à Cannes, le ministre des Affaires étrangères belge et Lord Curzon ont arrêté dans la matinée les bases d'un accord anglo-belge.

#### Un programme économique allemand

Berlin, 13 janvier. — Le Comité directeur de la grande commission de l'Association des industriels allemands a décidé de préparer un vaste programme économique pour la Conférence de Gênes.

Ce programme contiendra des bases précises sur la situation économique de l'Allemagne et sa capacité de production.

#### Une motion des parlementaires radicaux-socialistes

Le groupe radical-socialiste a tenu dans l'après-midi de vendredi, une réunion à laquelle assistaient les membres du Comité exécutif du parti et un certain nombre de sénateurs de la gauche démocratique.

Après discussion, la motion suivante a été adoptée, sur la proposition de M. Herriot :

Le parti radical et radical-socialiste, examinant la situation créée pour le pays par l'interruption de la Conférence de Cannes, déclare, partisan de toutes les mesures propres à établir une paix réelle, il favorise toutes les réunions qui pourront avoir pour résultat d'améliorer la situation économique de l'Europe, sous réserve que ces réunions soient dirigées en vue de satisfaire les intérêts des peuples et non des exigences de la finance internationale, et sous condition que les droits des Français aient été respectés.

Le parti radical et radical-socialiste, parti national, se refuse à se laisser entraîner dans la reconstruction de l'Europe, par un règlement des traités et accords signés de part et d'autre, de nos réparations, et est décidé à ne pas permettre que la France, attaquée, ravagée, après avoir sacrifié des millions de vies humaines, soit amenée à contracter de nouveaux sacrifices et à couvrir les frais grands risques financiers pour ménager l'Allemagne des classes riches elles-mêmes n'ont fait encore aucun effort.

Suivent un certain nombre de signatures.

#### Me qu'était le pacte de garantie

M. BRIAND COMMUNIQUE À LA PRESSE LE TEXTE DU PROJET DE TRAITÉ FRANCO-BRITANNIQUE

Paris, 13 janvier. — M. Briand n'avait pas cru devoir donner connaissance, hier, à la Chambre, du texte même du projet de traité entre la France et l'Angleterre tel qu'il lui avait été remis à Cannes, le 11 janvier, un peu avant son départ pour Paris. M. Briand, George, ayant appris, ce matin, que ce texte allait être publié par la presse anglaise, M. Briand a résolu de le communiquer à la presse française.

En voici le texte :

LES CONSIDÉRANTS

Considérant que le sort de la France a été deux fois envahi par l'Allemagne, de mémoire d'homme vivant, et qu'il souffre encore profondément de la dévastation qui lui a été infligée par l'ennemi; considérant que la population de la France et de l'Empire britannique ont payé un lourd tribut de vies humaines et de richesses en repoussant l'invasion des armées allemandes; considérant que la prospérité des peuples européens et l'organisation économique du monde ont été profondément troublées par l'épave de guerre prolongée par laquelle ils viennent de passer; considérant que les garanties de la sécurité de la France contre une future invasion de l'Allemagne sont indispensables à la restauration de la stabilité en Europe, à la sécurité de la Grande-Bretagne et à la paix du monde; considérant que les mesures de sécurité contenues dans les articles 42, 43 et 44 du traité de Versailles ne peuvent pas suffire à assurer la défense des intérêts essentiels des hautes parties contractantes ainsi qu'il maintient de la paix en Europe occidentale; Sa Majesté britannique et le Président de la République française, etc., lesquels ont convenu des dispositions suivantes :

LE DISPOSITIF

Article premier. — Dans le cas d'une agression directe et non provoquée contre le territoire de la France par l'Allemagne, la Grande-Bretagne s'engage immédiatement aux côtés de la France avec ses forces navales, militaires et aériennes.

Art. 2. — Les hautes parties contractantes s'engagent à maintenir un état d'alerte permanent pour elles les articles 42, 43 et 44 du traité de Versailles et se consulter au préalable en cas de menace de violation quelconque des dispo-

#### Me qu'était le pacte de garantie

M. BRIAND COMMUNIQUE À LA PRESSE LE TEXTE DU PROJET DE TRAITÉ FRANCO-BRITANNIQUE

Paris, 13 janvier. — M. Briand n'avait pas cru devoir donner connaissance, hier, à la Chambre, du texte même du projet de traité entre la France et l'Angleterre tel qu'il lui avait été remis à Cannes, le 11 janvier, un peu avant son départ pour Paris. M. Briand, George, ayant appris, ce matin, que ce texte allait être publié par la presse anglaise, M. Briand a résolu de le communiquer à la presse française.

En voici le texte :

LES CONSIDÉRANTS

Considérant que le sort de la France a été deux fois envahi par l'Allemagne, de mémoire d'homme vivant, et qu'il souffre encore profondément de la dévastation qui lui a été infligée par l'ennemi; considérant que la population de la France et de l'Empire britannique ont payé un lourd tribut de vies humaines et de richesses en repoussant l'invasion des armées allemandes; considérant que la prospérité des peuples européens et l'organisation économique du monde ont été profondément troublées par l'épave de guerre prolongée par laquelle ils viennent de passer; considérant que les garanties de la sécurité de la France contre une future invasion de l'Allemagne sont indispensables à la restauration de la stabilité en Europe, à la sécurité de la Grande-Bretagne et à la paix du monde; considérant que les mesures de sécurité contenues dans les articles 42, 43 et 44 du traité de Versailles ne peuvent pas suffire à assurer la défense des intérêts essentiels des hautes parties contractantes ainsi qu'il maintient de la paix en Europe occidentale; Sa Majesté britannique et le Président de la République française, etc., lesquels ont convenu des dispositions suivantes :

LE DISPOSITIF

Article premier. — Dans le cas d'une agression directe et non provoquée contre le territoire de la France par l'Allemagne, la Grande-Bretagne s'engage immédiatement aux côtés de la France avec ses forces navales, militaires et aériennes.

Art. 2. — Les hautes parties contractantes s'engagent à maintenir un état d'alerte permanent pour elles les articles 42, 43 et 44 du traité de Versailles et se consulter au préalable en cas de menace de violation quelconque des dispo-

#### Me qu'était le pacte de garantie

M. BRIAND COMMUNIQUE À LA PRESSE LE TEXTE DU PROJET DE TRAITÉ FRANCO-BRITANNIQUE

Paris, 13 janvier. — M. Briand n'avait pas cru devoir donner connaissance, hier, à la Chambre, du texte même du projet de traité entre la France et l'Angleterre tel qu'il lui avait été remis à Cannes, le 11 janvier, un peu avant son départ pour Paris. M. Briand, George, ayant appris, ce matin, que ce texte allait être publié par la presse anglaise, M. Briand a résolu de le communiquer à la presse française.

En voici le texte :

LES CONSIDÉRANTS

Considérant que le sort de la France a été deux fois envahi par l'Allemagne, de mémoire d'homme vivant, et qu'il souffre encore profondément de la dévastation qui lui a été infligée par l'ennemi; considérant que la population de la France et de l'Empire britannique ont payé un lourd tribut de vies humaines et de richesses en repoussant l'invasion des armées allemandes; considérant que la prospérité des peuples européens et l'organisation économique du monde ont été profondément troublées par l'épave de guerre prolongée par laquelle ils viennent de passer; considérant que les garanties de la sécurité de la France contre une future invasion de l'Allemagne sont indispensables à la restauration de la stabilité en Europe, à la sécurité de la Grande-Bretagne et à la paix du monde; considérant que les mesures de sécurité contenues dans les articles 42, 43 et 44 du traité de Versailles ne peuvent pas suffire à assurer la défense des intérêts essentiels des hautes parties contractantes ainsi qu'il maintient de la paix en Europe occidentale; Sa Majesté britannique et le Président de la République française, etc., lesquels ont convenu des dispositions suivantes :

LE DISPOSITIF

Article premier. — Dans le cas d'une agression directe et non provoquée contre le territoire de la France par l'Allemagne, la Grande-Bretagne s'engage immédiatement aux côtés de la France avec ses forces navales, militaires et aériennes.

Art. 2. — Les hautes parties contractantes s'engagent à maintenir un état d'alerte permanent pour elles les articles 42, 43 et 44 du traité de Versailles et se consulter au préalable en cas de menace de violation quelconque des dispo-

#### Me qu'était le pacte de garantie

M. BRIAND COMMUNIQUE À LA PRESSE LE TEXTE DU PROJET DE TRAITÉ FRANCO-BRITANNIQUE

Paris, 13 janvier. — M. Briand n'avait pas cru devoir donner connaissance, hier, à la Chambre, du texte même du projet de traité entre la France et l'Angleterre tel qu'il lui avait été remis à Cannes, le 11 janvier, un peu avant son départ pour Paris. M. Briand, George, ayant appris, ce matin, que ce texte allait être publié par la presse anglaise, M. Briand a résolu de le communiquer à la presse française.

En voici le texte :

LES CONSIDÉRANTS

Considérant que le sort de la France a été deux fois envahi par l'Allemagne, de mémoire d'homme vivant, et qu'il souffre encore profondément de la dévastation qui lui a été infligée par l'ennemi; considérant que la population de la France et de l'Empire britannique ont payé un lourd tribut de vies humaines et de richesses en repoussant l'invasion des armées allemandes; considérant que la prospérité des peuples européens et l'organisation économique du monde ont été profondément troublées par l'épave de guerre prolongée par laquelle ils viennent de passer; considérant que les garanties de la sécurité de la France contre une future invasion de l'Allemagne sont indispensables à la restauration de la stabilité en Europe, à la sécurité de la Grande-Bret